

tions aux problèmes surgis de la confrontation politique

g- nous devons nous maintenir en alerte face à une éventuelle montée de la violence venant de secteurs revanchards et contre-révolutionnaires opposés au désarmement de la contra et préparer des plans de riposte, toujours dans le cadre légal.

Ceci est un point de vue initial en vue de notre travail révolutionnaire. Nous allons nous lancer dans ces tâches d'ici le premier congrès du FSLN avec optimisme et enthousiasme, conscients de relever un défi à la hauteur de notre dispositoon, déjà prouvée, au combat révolutionnaire.

Fils de Sandino, frères de Carlos Fonseca, nous sortirons une fois de plus renforcés de cette bataille, à la conquête de nouvelles victoires.

Patria libre o morir



EN BREF

AUTODAFE DE LIVRES SANDINISTES. Le directeur de la bibliothèque de León a brûlé publiquement des ouvrages d'auteurs sandinistes. Un crucifix à la main, il a affirmé qu'il fallait "purifier la bibliothèque du communisme". Romans, témoignages, poésie de Sergio Ramírez, Gioconda Belli, Omar Cabezas, Tomas Borge ont entre autres fait les frais de l'opération. Il avait annoncé cet autodafé quelques jours avant dans les pages du quotidien de Violeta Chamorro, *La Prensa*.

CORDOBA-OR. Les prix dans les super-marchés sont désormais en cordobas-or, convertis à la caisse en anciens cordobas au cours du jour (1 cordoba-or = 1 dollar), les billets en nouvelle monnaie ne circulant pas encore. F. Mayorga, directeur de la Banque centrale, a annoncé qu'en septembre les salaires seront payés en partie (40%) en cordobas-or.

ETUDIANTS. Les étudiants en grève ont envahi les studios de la télévision un soir à 19h. Ils ont lu un communiqué sur leur lutte et celle des travailleurs. Résultats : le cameraman et l'ingénieur du son ont été licenciés sur le champ pour avoir mis un certain temps à couper l'émission. L'action des travailleurs de la télévision a contraint les autorités à les réintégrer.

CATHEDRALE. Le Cardinal Obando a demandé aux nicaraguayens d'apporter leur obole pour la construction de la nouvelle cathédrale. "Je sais que les nicaraguayens sont pauvres, mais qu'ils sont généreux".

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Rédaction et traduction à Managua: Michèle Faure, Frédérique Perrin. Rédactrice responsable à Zurich: Elisa Moos. Coordinateur: Martin Muheim.

Téléphon: (41) 01/382'04'66.

Telex: (45) 817'585'158 com ch.

Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

JA/PP
8034 Zurich

abonnement-poste
imprimé à taxe réduite

par la violation systématique de la Constitution et des lois du pays, établissant une pratique de gouvernement de fait. L'exécutif a cherché à concentrer tout le pouvoir au détriment des autres pouvoirs de l'Etat. La justice s'est vue sérieusement amputée. La présidente de la République a pu destituer le Président de la Cour Suprême, l'Assemblée nationale destituer des magistrats, le ministère des Finances contrôler le budget de la Justice, autant de précédents qui mettent en danger l'indépendance politique du pouvoir judiciaire.

L'édiction de décrets présidentiels dans des domaines relevant du pouvoir législatif a d'autant réduit ce dernier. Comme exemple :

- le décret 1-90 transfère au ministère de l'Intérieur des questions qui relevaient avant du Pouvoir électoral (établissement des cartes d'électeur), du Pouvoir judiciaire (enregistrement des propriétés), du pouvoir municipal (état civil), de l'Assemblée nationale (délimitation territoriale). Ce même décret transfère au ministère de l'Education le droit d'attribuer les titres universitaires auparavant du ressort des universités autonomes.
- le décret 10-90 permet de louer à leurs anciens propriétaires les terres attribuées par la Réforme agraire
- le décret 11-90 qui permet de restituer les biens confisqués par la Révolution.

A cette politique d'Etat de fait s'ajoutent les initiatives de certains ministres qui ne respectent pas le contenu des accords et décrets pris par le gouvernement. Pour exemple, le ministre de l'Information s'est chargé lui-même d'une campagne télévisée visant à décourager les téléspectateurs d'aller fêter l'anniversaire de la Révolution, le 19 juillet.

Les radios et journaux de l'opposition sandiniste se voient également soumis à de nombreuses menaces et pressions économiques.

LA CONCERTATION NATIONALE

Ces politiques sont mises en oeuvre de manière unilatérale et arbitraire, sans prendre en compte les secteurs affectés. Le gouvernement n'a réalisé de consultation qu'avec ses propres bases, et en particulier les grands propriétaires. La violation systématique des accords signés (accord de transition et accords signés avec les syndicats à la suite des grèves) a miné la crédibilité du gouvernement quant à sa volonté de négocier. Cette crise de crédibilité compromet la capacité gouvernementale à organiser un dialogue national et à s'engager sur des accords propres à rétablir la paix et la réconciliation dans le pays. Le gouvernement est entré rapidement dans une dynamique d'échec en imposant son plan socio-économique, minant sa propre base sociale.

LE GOUVERNEMENT VIOLE LES ACCORDS

1) L'augmentation des salaires s'est faite avec retard dans certains ministères, ce qui a représenté une perte importante du pouvoir d'achat à cause des dévaluations constantes.

2) La plan de relance du textile est conditionné par l'acceptation d'une restructuration, c'est-à-dire de licenciements et par le renoncement à la grève tant que les entreprises ne seront pas assainies. C'est cette position que les autorités veulent proposer pour toute l'industrie nationalisée lors du dialogue national en septembre.

La dette des institutions de l'état envers les entreprises nationales de construction n'est toujours pas payée. Or, ces entreprises ne peuvent attendre. Le FNT estime que le gouvernement joue le temps pour provoquer leur fermeture et faciliter la privatisation. De plus, tous les projets rentables sont attribués aux entreprises privées.

3) Louage des terres (permis par le décret 10-90): avant la grève de juillet, le gouvernement avait loué 35 000 hectares des terres propriété de l'état. Par l'accord de juillet, il s'est engagé à réduire ce chiffre à 7 000. Mais depuis, il en a loué 21 000.

4) Reclassification des fonctionnaires : l'augmentation des salaires va dans ce sens. L'Union nationale des employés estime que le gouvernement tend à satisfaire les revendications salariales des fonctionnaires qui ont été très combatifs lors des deux grèves afin de les couper des autres travailleurs et, grâce à la menace sur l'emploi, les pousser à une attitude individualiste de survie.

5) Commission tripartite pour la fixation d'un salaire minimum: les contacts sont pratiquement rompus avec le "cabinet économique" (composé des ministres liés à la sphère économique). Il n'y a donc pas d'avancee. Le FNT n'a de rapport qu'avec Antonio Lacayo, ministre de la présidence.

6) Reconnaissance et application des conventions collectives dans la fonction publique: la situation est différente selon les secteurs. Dans la santé, il y a accord, mais pas d'argent pour mettre en oeuvre la convention. Dans l'éducation, il n'y a pas davantage d'argent mais en plus, le ministère a des positions très radicales et les négociations sont extrêmement difficiles. Pour les autres ministères, les conventions sont en train d'être actualisées.

7) La réglementation de la loi sur le service civil: son application avait été suspendue par le décret 8-90, mais l'Assemblée nationale avait réformé, puis appliqué certains de ses articles. C'est ce texte réformé que le gouvernement prétend régler. Le jugement de la Cour suprême de justice (voir plus haut) établit l'anticonstitutionnalité du décret, la loi dans son ancienne forme devrait donc être appliquée. Mais il semble, comme on peut le constater à travers les médias de droite, que les autorités cherchent comment invalider la décision de la Cour suprême.

Les licenciements dans la fonction publique ont continué après la grève: 551 travailleurs ont été renvoyés, dont 29 de la Culture, 150 de l'Entreprise nationale des bus, 148 du ministère de la Réforme agraire, 26 du ministère des Relations extérieures, 149 de la Mairie de Managua.

Après la première grève, en mai, c'est 845 travailleurs qui avaient été licenciés. Au total, depuis l'arrivée de la droite au pouvoir, presque 3 000 ont été jetés à la rue. Tout indique que le gouvernement va choisir de les indemniser plutôt que de les réintégrer.

La grève a démarré graduellement et les demandes du FNT se sont vues augmentées des revendications des divers secteurs frappés par les mesures gouvernementales. La plate-forme du FNT comportait 18 points, parmi lesquels :

- la suspension des décrets sur la privatisation du secteur nationalisé
- le financement des industries textiles et métallurgiques
- le paiement de la dette de l'Etat envers les entreprises de la construction
- la stabilité de l'emploi
- un salaire minimum de 200 dollars
- le maintien de la gratuité des transports pour les enseignants et étudiants
- l'augmentation du budget de la santé, de la justice, de l'éducation
- des revalorisations salariales pour les membres des Forces armées
- l'augmentation des retraites.

Face à l'ampleur du mouvement, le gouvernement a accepté de renouer le dialogue, tout en refusant de discuter les points contenus dans cette plate-forme. Le 5 juillet, les négociations étaient rompues et les dirigeants syndicaux arrêtés pendant quelques heures par la police.

A partir de ce moment, le mouvement a commencé à se radicaliser et les premiers pneus ont brûlé dans les rues. Le 6, le gouvernement décrétait la grève "illégal, illicite et inexistante". Quelques heures plus tard, des sympathisants du gouvernement assassinait un manifestant dans un quartier de la capitale.

LA GREVE EST FINIE, LE CONFLIT CONTINUE

Par Sergio de Castro

Managua, juillet (ANN/Barricada Internacional). Un témoin peu informé aurait pu se demander ce qui se passait à Managua durant la grève générale qui a paralysé la capitale au cours de la deuxième semaine de juillet. Des barricades partout, des coups de feu à chaque instant, l'armée dans les rues : autant d'éléments d'un scénario dont le dénouement ne pouvait être que la guerre civile.

L'appel à la grève a été lancé le 26 juin, à la suite du refus du gouvernement de rencontrer les représentants du Front National des Travailleurs (FNT), l'organisation liée au sandinisme et qui regroupe les principaux syndicats du pays. Le FNT réclamait le respect des accords qui avaient mis fin à la grève de mai et qui stipulaient, entre autres, la réintégration des travailleurs licenciés et la révision d'une politique économique menant au chômage massif dans le textile et la construction. La suppression de la gratuité des transports pour 9 000 enseignants et 52 000 élèves et étudiants, décrétée par la présidente Chamorro le 30 juin, était venue jeter de l'huile sur le feu.

LA GREVE VUE PAR LA PRENSA

Voici ce que l'on pouvait lire le 14 juillet dans les pages du quotidien La Prensa, qui appartient à Violeta Chamorro.

"Les sandinistes ont obtenu que le gouvernement satisfasse une série de revendications, bien qu'il ait affirmé qu'il ne céderait sur aucune demande du FNT après le début du désordre. Ils ont aussi réussi à aiguïser les conflits au sein de l'UNO et à séparer le gouvernement de plusieurs partis qui le soutenaient. Ils ont obtenu aussi l'impunité pour

la multitude de délits qu'ils ont commis (...). Jamais une grève victorieuse n'a autant coûté à ses organisateurs. Elle a été suivie uniquement par les militants sandinistes; à part eux, aucun travailleur ne l'a appuyée. (...) La grève a fini de dresser l'opinion publique contre les sandinistes. Le peuple, dans sa majorité, voulait les battre sur toute la ligne. (...)

Les sandinistes se sont permis le luxe de mener cette grève parce que la police et l'armée le leur ont permis. Le prix de cette grève a été la mise en évidence du manque de professionnalisme de l'armée. Dans aucun pays du monde on ne construit des barricades près des casernes sans que les militaires s'y opposent; ici, quand les militaires l'ont pu ils ont aidé les grévistes. Qui reprocherait aujourd'hui au gouvernement la création d'un nouveau corps anti-émeutes? (...)

Le FSLN a épuisé toutes ses réserves politiques et morales et se trouve totalement sur la défensive. S'il tentait une autre aventure, il serait foudroyé (...). La prudence recommande aux sandinistes de se retirer le plus discrètement possible. Le gouvernement, cette fois, les a tirés d'un mauvais pas, pour préserver la paix. La prochaine fois, il ne pourra peut-être pas le faire."

LA RADICALISATION

Le ton est rapidement monté. A la fin de la semaine, le gouvernement annonçait qu'il licencierait tous les travailleurs qui ne rejoindraient pas leur poste le lundi. Le dimanche, jour de la finale de la coupe du monde de football, l'écran de télévision était bardé de menaces contre la grève.

Mais l'effet escompté ne s'est pas produit : le lundi 9, Managua se réveillait paralysée par les barricades et plus de 100 000 travailleurs étaient en grève. La situation dans la capitale (note) rejetait au second plan le mouvement des travailleurs agricoles qui occupaient les exploitations d'Etat contre les menaces de privatisation.

Tout en appuyant les revendications du FNT, le Front sandiniste a été le premier à tirer la sonnette d'alarme, appelant à la négociation et demandant aux manifestants d'éviter la violence. La grève semblait alors engagée dans une voie sans issue : de toute évidence, le sandinisme ne voulait pas renverser le gouvernement mais la violence menaçait de pousser le mouvement hors de ses limites revendicatives.

LA POLICE, SENTINELLE DU PEUPLE

Contrairement à ce qu'ont affirmé les médias internationaux, la police sandiniste n'a tué personne au cours de la grève. Le bulletin Nicaragua desde adentro explique le rôle qu'elle a joué.

"L'attitude de la police a été exemplaire et intelligente. A la différence d'autres pays latino-américains, elle a été le meilleur garant de la stabilité, rétablissant l'ordre mais ne recourant pas à la violence sans nécessité. Bien que le gouvernement tente de la mettre à l'épreuve dans l'intention de la transformer en appareil de répression, elle a su garder l'équilibre entre ses responsabilités et sa loyauté envers le peuple et son obligation de faire respecter l'ordre et d'obéir au nouveau gouvernement. Il est à prévoir que les tentatives visant à discréditer la Police vont se poursuivre: il sera difficile de maintenir cet équilibre. Avec la mise en place de la Sûreté de l'Etat et l'entrée de militants de l'UNO ou même de la contra, la nature de la Police changera. Aujourd'hui, le peuple voit en elle le défenseur de ses intérêts, mais il se méfie déjà de la création d'autres corps de Police qui, sous le même uniforme, pourrait utiliser la violence sans nécessité et de façon préméditée. Si l'on en vient là, la Police sera rejetée. C'est une question de temps et une tâche difficile et ingrate pour ceux qui ont été formés avec des valeurs révolutionnaires".

COUP D'ETAT ?

Contre toute attente, ce ne sont ni les grévistes ni les forces sandinistes qui ont ébranlé le gouvernement. Le 10, en même temps que des groupes armés d'extrême-droite faisaient leur apparition dans un quartier de la capitale - Ciudad Jardin-, un secteur de l'UNO mené par le vice-président Virgilio Godoy annonçait la création d'une "Commission de salut national", regroupant entre autres des représentants du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) et du Congrès permanent des travailleurs (CPT, formé des syndicats pro-gouvernementaux). Invité, le gouvernement n'y a pas envoyé de représentants et s'est empressé de rejeter cette initiative dans un communiqué. Daniel Ortega a immédiatement dénoncé la création de cette commission comme une tentative de saborder l'autorité du gouvernement et de préparer un coup d'Etat.

En même temps que cette commission étaient créées les "brigades civiques de salut national" qui, dans un communiqué signé par un Etat-major anonyme, lançaient un appel à la "guerre totale pour la défense de la démocratie". Radio Corporación se transformait en porte-parole de ces brigades. Les expéditions armées lancées contre les travailleurs en grève étaient organisées dans ses locaux, qui abritaient également un hôpital improvisé.

C'est à partir de ce moment que le panorama a changé, avec l'apparition de civils en armes et la menace d'une généralisation de la violence. Le gouvernement a alors ouvert les portes au dialogue et, dans la nuit du 11 juillet, les négociations commençaient avec la participation du FSLN.

L'appel à l'Armée populaire sandiniste pour renforcer la police, interprétée au début comme une tentative du gouvernement de diviser le sandinisme, a favorisé une issue négociée. Les groupes d'extrême-droite qui cherchaient une escalade de la violence ont été neutralisés et le gouvernement a pu constater les manœuvres des secteurs extrémistes. Cette flambée de violence a causé quatre morts, des dizaines de blessés et la destruction de Radio Corporación dans un attentat non revendiqué.

LE PLAN DE "SALUT NATIONAL"

Le journaliste sandiniste William Grigsby, directeur de la radio La Primerísima, a donné à ses auditeurs les informations suivantes au cours de son émission du 27 juillet : "L'ambassadeur des Etats-Unis, Harry Shlaudeman, a demandé personnellement à Violeta Chamorro qu'elle renonce à sa charge et laisse V. Godoy assumer la présidence. V. Chamorro a répondu qu'elle estimait être en condition de gouverner le pays avec son équipe. Selon des informations qui nous ont été données par l'épouse d'un dirigeant du Parti démocratique de confiance nationale, la présidente a consulté à ce propos le Cardinal Obando et Mgr Bismarck Carballo, qui lui ont dit que si elle se sentait mal, à cause de son état de santé ou de son âge, le mieux était de se retirer. En d'autres mots, ils lui ont dit de suivre le conseil de l'ambassadeur. Mais face au refus de V. Chamorro, H. Shlaudeman a monté un plan dont le but est de mettre V. Godoy à la présidence. Ce dernier est allé dans la Vème région à la fin de la semaine dernière pour rencontrer Franklin (ancien chef de l'état-major de la contra), à qui il a expliqué le plan. Il s'agit d'organiser une armée avec les anciens contras mais également avec des militants de différents courants de l'UNO, les libéraux, les communistes, ceux du Parti démocratique de confiance nationale, des syndicats CUS, CTNi et CAUS. V. Godoy a demandé à Franklin de se réconcilier avec ses

anciens comparses, *El Tigrillo, Johnny, Ruben*, qui avaient rompu avec lui en l'accusant de faire des affaires avec Antonio Lacayo (conseiller de la présidente, du groupe des modérés) et de les avoir trahis. Franklin a manifesté un grand ressentiment envers Lacayo et la présidente, parce qu'ils n'ont pas respecté leur promesse et n'ont pas donné une aide matérielle suffisante à la contra pour s'installer dans les pôles de développement. Il a approuvé le plan et a mis des milliers d'hommes armés à la disposition de Godoy.

Godoy a promis à Franklin d'organiser à Managua et dans d'autres villes un réseau de sécurité destiné à accueillir ces hommes d'ici le 30 septembre. Simultanément, le COSEP s'est déclaré disposé à accuser publiquement le gouvernement de n'avoir pas appliqué le programme de l'UNO. Miriam Arguello, présidente de l'Assemblée nationale, participe également à la mise en oeuvre du plan, car, selon notre informatrice, elle vise la vice-présidence.

Ce plan est en marche et ceux qui en sont chargés ont déjà émis un communiqué signé de l'Etat-major des Brigades de salut national. V. Godoy va partir prochainement en Europe, où il va présenter aux gouvernements et à l'entreprise privée un plan économique pour remplacer celui de Francisco Mayorga et demander un soutien politique et financier. A son retour, il s'arrêtera à Miami, où un "Comite d'exilés" lui remettra de l'argent pour appuyer le plan Shlaudeman-Godoy. Il ira également au Guatemala où il recevra une aide d'un groupe de chefs d'entreprises anti-communistes.

En synthèse, le plan est simple : organiser une armée qui oblige l'Armée populaire sandiniste à une négociation pour partager le contrôle des armes, expulser V. Chamorro de la présidence et la remplacer par Godoy, avec la mission explicite d'exterminer les sandinistes, comme force politique mais aussi comme individus. On dit que la première mission des "commandos" qui vont arriver à Managua d'ici septembre sera d'exterminer les dirigeants sandinistes de base et même certains membres de la direction nationale du FSLN". (Repris du bulletin Process-Info)

ACCORDS

L'accord signé le 12 au matin prévoit:

- la suspension de l'application du décret qui menaçait de liquidation le secteur agricole nationalisé

- la création d'une commission pour la relance du textile et de la métallurgie
- l'engagement de l'Etat à payer ses dettes aux entreprises de la construction
- une augmentation de salaire de 43 %
- la réintégration des grévistes à leur poste de travail
- la création d'une commission tripartite qui élaborera un projet de loi sur le salaire minimum
- la reclassification de tous les fonctionnaires en septembre.

Le cardinal Obando, dans son homélie du 15 juillet, a pour la première fois critiqué la présidente Chamorro en même temps qu'il fustigeait la grève, déclarant que "parfois, les salaires ne permettent pas de manger" mais "sans que cela justifie l'émeute". Il a reconnu que le sandinisme ne cherchait pas à faire de coup d'Etat contre un gouvernement selon lui trop faible et "qui ne tient pas les rênes". Les adversaires du gouvernement au sein de l'UNO se sont alignés sur ses déclarations : selon eux, la faiblesse de V. Chamorro s'est manifestée par sa décision de négocier avec le FNT.

PERSPECTIVES

Une fois la grève terminée, la Commission de salut national a commencé à s'organiser dans tout le pays, en s'appuyant sur les structures électorales de l'UNO et les municipalités qu'elle contrôle. Les brigades ne sont plus apparues publiquement mais leur organisation en tant que force paramilitaire clandestine ne laisse pas de doute.

Le gouvernement s'est rendu compte du danger et a appelé à un dialogue national, appel qui n'a jusque-là reçu aucun écho du côté des secteurs extrémistes liés à V. Godoy. Le Front sandiniste, en revanche, a répondu positivement.

Pour le sandinisme, plongé dans un processus de révision de son programme, la grève a servi à cimenter ses forces. Le conflit a mis en évidence le rôle qui revient au FSLN dans tout processus de stabilisation de la société. Les secteurs qui pariaient sur sa liquidation rapide commencent à changer de tactique, prenant de la distance vis-à-vis du gouvernement et se préparant, comme ils l'ont annoncé, aux batailles à venir.

Le dialogue national représenterait l'unique possibilité de parvenir à une solution qui, sans éliminer les différences entre le gouvernement et l'opposition, isolerait ceux qui misent sur des solutions radicales et sur la disparition du Front sandiniste. Cette dernière option se traduirait

par la poursuite du harcèlement contre le sandinisme et les secteurs sociaux frappés par la politique gouvernementale et, dans ce cas, la fin de cette grève ne serait rien d'autre qu'une trêve dans l'attente de nouveaux conflits politiques et sociaux plus violents.

PEUR A CUIDAD JARDIN

Par Gabriela Sélser

Managua, juillet (ANN/Barricada Internacional). Bien que le désarmement des forces contre-révolutionnaires se soit officiellement terminé le 27 juin dernier, des contras amnésés ou récemment démobilisés - y compris des chefs - ont été vus à Managua en train de diriger des assauts armés contre les grévistes, ce qui a ravivé l'inquiétude quant à leur réorganisation.

Ruben, un des plus hauts responsables militaires de la contra, a été signalé par différentes sources comme le chef d'un groupe de "casseurs" du gouvernement dans le quartier de Bello Horizonte. Un autre leader contre-révolutionnaire, surnommé *El Tigrillo*, a dirigé les opérations armées contre la grève dans le quartier central de Ciudad Jardin, sous le prétexte de défendre les installations de *Radio Corporación*, une station pro-gouvernementale. C'est là qu'ont eu lieu les actions les plus violentes.

Le mardi, en quelques heures, la radio est devenue une espèce de caserne d'où sortaient des hommes au visage peint ou masqué qui allaient détruire les véhicules, capturer des civils et tirer sur les barricades. Une quinzaine d'hommes portant toutes sortes d'armes gardaient l'entrée. Ils détenaient tous ceux qui leur paraissaient suspects et les enfermaient en qualité d'otages à l'intérieur du local, où était également installé un hôpital de campagne.

"Cette radio parle le langage de son peuple", vociférait un speaker tandis que le crépitement de la fusillade retentissait dans tout le quartier, où vivent 15 000 personnes. Tout comme durant l'insurrection de 1979, beaucoup ont chargé leurs affaires sur des bicyclettes ou des brouettes et ont fui.

BOMBES INCENDIAIRES

Des habitants ont signalé que de nombreux hommes masqués étaient des anciens contras et des gardes somozistes amnésés par le gouvernement sandiniste. Leurs photos s'étaient étalées à la une des journaux, tandis que les médias officiels faisaient une analogie avec la lutte contre Somoza.

Dans le local de la Centrale d'unité syndicale (CUS, pro-gouvernementale), situé à quelques centaines de mètres

de Radio Corporación, d'autres anciens contras apprenaient à des militants la fabrication des bombes incendiaires. "Le peuple s'apprête à défendre sa radio", expliquait le speaker de la station.

Des militants masqués ouvraient à coups de pied les portes des maisons signalées comme "sandinistes", ce qui rappelait aux habitants du quartier les perquisitions de la Garde somoziste. Ces groupes ont également agressé des journalistes nationaux ou étrangers qui dénonçaient la présence de contras amenés spécialement pour "agir" dans les points les plus chauds de la capitale.

NI ARRETES, NI DESARMES

Après une négociation entre ces groupes et le vice-ministre de l'Intérieur José Pallais, les attaquants ont été délogés des installations de la radio à l'aube du mercredi. Participaient à ces négociations, et certainement pas par hasard, deux anciens membres de la direction politique de la contra, Azucena Ferrey et son frère Roberto Ferrey, actuellement ministre des Rapatriés.

Le député de l'UNO Agustín Jarquín a reconnu que parmi les "casseurs" figuraient "plusieurs anciens membres de la Résistance", mais n'a pas expliqué qui leur a rendu les armes. L'Eglise catholique et des groupes internationaux d'observation présents à Managua ont participé à l'évacuation des contras. Ceux-ci ont été hébergés pendant plusieurs heures dans le séminaire archidiocésain placé sous la responsabilité du Cardinal Obando, à 4 km au sud de la capitale, et dans les locaux des groupes d'observation de l'ONU et de l'OEA, c'est-à-dire des casques bleus et de la CIAV. Les représentants de ces organismes ont cependant nié cette version des faits.

Aucun porte-parole du gouvernement n'a fait allusion à l'intervention des contras; personne n'a officiellement expliqué pourquoi aucun n'a été arrêté ni d'où provenaient leurs armes. Quelques uns ont remis leurs fusils à la police, mais la majorité s'est retirée en les emportant.

UNE EXPERIENCE POUR LE MOUVEMENT SYNDICAL

Managua, juillet (ANN/Barricada). Quelques jours après la fin de la grève, Lucio Jiménez, secrétaire général de la Centrale sandiniste des travailleurs et coordinateur du Front National des travailleurs (FNT), en a évalué les résultats dans les pages du quotidien du FSLN Barricada. Nous vous proposons des extraits de ce bilan.

"Nous n'avons aucune garantie que le gouvernement va respecter les accords. Ce sont les syndicats et le peuple qui en sont les seuls garants. Il faut que le gouvernement

prenne conscience que toute mesure économique doit tenir compte des droits fondamentaux et du niveau de vie des travailleurs et de la population en général. C'est de cette façon qu'il contribuera à la stabilité et à la paix sociale. Sinon, il provoquera de nouvelles crises sociales.

NOUVEAUX LICENCIEMENTS

Le lendemain de la signature des accords, le ministre des Transports et de la Construction, Jaime Icabalceta, et le maire de Managua, le somoziste Arnoldo Alemán, ont commencé à licencier un grand nombre de travailleurs. Les syndicats et le mouvement populaire vont concentrer leurs forces pour obtenir la destitution de ces hauts fonctionnaires.

LES ACQUIS

Nous avons réussi à préserver les terres de l'Etat : nous avons sauvé plus de 500 000 hectares que le gouvernement pensait remettre aux grands propriétaires et aux somozistes.

Nous avons obtenu un programme de relance et de réhabilitation de l'industrie qui préservera l'emploi dans le textile, la métallurgie et la construction, victimes jusque là d'une politique d'étranglement économique.

Nous avons obtenu une augmentation des salaires proportionnelle à l'indice de l'inflation, la fixation en septembre d'un salaire minimum en cordoba-or et la gratuité des transports pour les étudiants et les enseignants.

LES POINTS EN SUSPENS

L'augmentation du budget de la Santé, de l'Education et de la Justice, l'arrêt de la "dollarisation" du prix des services et des impôts, le salaire minimum à 200 dollars et la révision des salaires des membres des Forces armées, le respect de la liberté d'expression, la dérogation du décret 11-90 (sur la restitution des biens confisqués) sont autant de points que nous souleverons lors du dialogue national.

Leur discussion a été ajournée car le gouvernement était sur des positions fermées; de notre côté, nous voulions trouver une solution rapide à ce conflit qui menaçait de tourner à la guerre civile. C'est pourquoi nous avons préféré assurer ce que nous considérons déjà comme une victoire.

UNE EXPERIENCE

Au cours de ces dix années de construction de la démocratie, nous avons appris à utiliser différentes formes de lutte. Nous préférons la négociation et le dialogue, mais nous lutterons sur le terrain que choisira le gouvernement.

Lors de cette grève, nous avons fait l'expérience de la

force de la solidarité de classe, de l'union entre les travailleurs et la population. L'unité avec la population est désormais une règle pour le mouvement syndical.

LE ROLE DU FSLN

Plusieurs centrales syndicales et des partis comme le Mouvement d'action populaire marxiste-léniniste (MAP-ML) et le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) nous ont manifesté leur solidarité. Nous saluons le rôle important joué par le FSLN, médiateur qui a oeuvré pour une solution négociée du conflit, mais la lutte a été menée par le FNT. La grève échelonnée a été décidée le 26 juin par une assemblée nationale de dirigeants syndicaux. C'est cette assemblée qui a également décidé de la stratégie et des termes de la négociation. Une des plus importantes expériences de cette grève a été l'exercice de la démocratie participative.

LA FIN DU PLAN MAYORGA?

Managua, 17 août (ANN). L'annonce d'un nouveau plan économique, qui serait cette fois soumis à consultation, pourrait représenter un virage dans la politique gouvernementale et signifier, comme l'affirment certains, la fin du règne de Francisco Mayorga, directeur de la Banque centrale. En attendant, la sortie des premiers billets en cordoba-or a fait l'événement, surtout parce que personne n'en veut.

C'est au cours d'une rencontre avec la presse internationale que le ministre de la présidence, Antonio Lacayo, a annoncé des changements dans la politique économique du gouvernement, sans donner beaucoup de détails. Il s'agit d'un "Plan unique concerté", qui est actuellement élaboré par une Commission du plan économique créée à cet effet.

Le ministre a expliqué que le Plan Mayorga, caractérisé surtout par le rythme rapide des dévaluations du cordoba, n'était qu'un "ensemble d'idées d'ordre macro-économique", ce que certains ont interprété comme une manière élégante de se laver les mains. La gravité de la crise "a obligé le gouvernement à penser à la question économique de façon beaucoup plus sérieuse" et à réfléchir plus profondément. Il a donc été décidé d'élaborer un "Plan économique du gouvernement", qui sera "celui de tous les ministres" liés à la sphère économique. En septembre, ce plan sera soumis à concertation avec tous les secteurs sociaux et les agents économiques. "Nous l'expliqueront clairement à tous les secteurs de la nation" a dit A. Lacayo.

En effet, un des reproches qui étaient fait jusqu'à présent au gouvernement est de ne jamais avoir expliqué sa politique économique. De même, le Plan Mayorga n'avait

été soumis à aucune consultation ou concertation. Ses effets sont dramatiques pour la population dont le niveau de vie se dégrade chaque jour davantage du fait de l'hyperinflation. Les tarifs des services ont atteint des sommets. Par exemple le tarif de l'eau a subi une hausse de 100%, puis de 200%, puis de 300% au cours des trois derniers mois, et ce n'est pas fini. C'est ainsi que la facture d'une famille de 4 personnes s'élève à 14 cordobas-or (payable en anciens cordobas au cours du jour du dollar), alors que la majorité des salaires ne dépassent pas 100 dollars.

La mise en circulation des billets en cordoba-or n'a pas eu pour l'instant l'effet escompté. La majorité des agents économiques n'ont pas confiance dans la nouvelle monnaie, qui était déjà dévaluée avant la sortie des billets. Le lundi 13, l'état a payé les fonctionnaires en partie en cordobas-or et le mardi, de longues files se sont formées devant les banques: les salariés achetaient des dollars avec leurs cordobas-or. De nombreux commerçants refusent les nouveaux billets, de même que les "coyotes" ou changeurs du marché noir. Personne ne croit en la solidité du cordoba-or qui, selon certains experts, était plutôt une opération psychologique destinée à donner un espoir en attendant que le financement extérieur arrive et qui permettait en outre de parler du cordoba "sandiniste" comme d'un "cordoba cancéreux" -et de rejeter la responsabilité de la situation sur la précédente administration-

C'est que le problème de fond reste toujours le même: l'absence de répondant financier au cordoba-or. A. Lacayo a reconnu que l'aide accordée par les Etats-Unis et les pays européens est en quelque sorte conditionnée, puisqu'elle est destinée à des "projets concrets d'application difficile". Ce sont surtout "des lignes de crédits pour les importations". Or, pour amortir les effets d'un plan économique comme celui que requiert la situation, "il faut des crédits souples", qui puissent être utilisés entre autres à couvrir le déficit budgétaire, "qui est monstrueux".

Si l'on ne peut couvrir le déficit budgétaire et celui du système financier, qui sont les principaux, il ne reste, selon le ministre, que deux solutions: ou faire une coupe sombre, en réduisant les crédits aux producteurs, en diminuant les salaires des fonctionnaires et en licenciant; ou continuer à les financer par des dévaluations de la monnaie. Cette dernière solution est jugée "irresponsable" par A. Lacayo, qui espère trouver des financements à l'étranger. C'est dans ce but que Violeta Chamorro va entreprendre une tournée qui la conduira aux Etats-Unis et au Mexique, et probablement également en URSS et au Venezuela. Elle demandera de nouveaux crédits et la flexibilisation de ceux qui ont déjà été accordés.

LA TERRE, UN CONFLIT LATENT

Managua, 19 août (ANN). Le problème de la terre pourrait devenir explosif si le gouvernement ne se décide pas à proposer des solutions viables aux paysans sans terres, dont les contras sont venus grossir les rangs, aux travailleurs agricoles sous-payés et aux coopératives menacées par les tentatives de restitutions et exposées aux agressions et occupations illégales par des bandes armées liées à l'UNO.

Un mois après l'occupation menée par des militants de l'UNO des coopératives de La Concha, dans la région de Masaya, le gouvernement n'a toujours pas apporté de réponse au conflit. Gustavo Robleto, un des meneurs de l'occupation, déclare : "Tant que notre gouvernement sera manipulé par les sandinistes, nous considérerons que les invasions de terres sont justes. Nous allons rester mais nous ne travaillons pas ces terres car nous ne savons pas si elles nous appartiendront. Nous sommes en discussion avec l'Institut de la Réforme Agraire et le ministère de l'Intérieur, mais nous n'arrivons à rien". La plupart des membres des coopératives occupées ont dû quitter les lieux sous la menace, en abandonnant leurs biens. Les récoltes seront perdues. La responsabilité de certains élus locaux et nationaux ne laisse pas de doute (cette occupation a été précédée de la visite de Virgilio Godoy) et la manipulation de groupes de paysans sans terres a été facile pour mener à bien l'opération. De toute évidence, certains cherchent la confrontation à la campagne.

Après avoir déclaré ces prises de terres illégales et s'être engagé à expulser les occupants, le gouvernement s'est réfugié dans une passivité qui a encouragé d'autres actions de ce type. Ces derniers jours, 24 coopératives de la région de Somoto, au Nord-ouest du pays ont été assiégées à leur tour par des bandes armées qui ont bloqué l'accès aux points d'eau et ont voulu occuper les terres avec la complicité ouverte des autorités municipales qui, non seulement ont refusé d'entendre les plaintes des paysans mais ont entamé un processus illégal de restitution de terres à leurs anciens propriétaires.

L'absence de solution proposée par le gouvernement crée une situation d'instabilité et de crainte dans les campagnes et oblige les paysans à s'organiser une fois de plus pour la défense de leurs terres.

A ce problème, s'ajoute celui des 10 000 travailleurs agricoles aujourd'hui sans travail ni ressources. L'Association des travailleurs agricoles (ATC) de la région II (nord-ouest) a présenté au ministre de la réforme Agraire, Gustavo Tablada, une proposition de répartition des 1 350 hectares de terres non cultivées. Pas de réponse. Fatigués d'attendre que le gouvernement se penche sur leurs problèmes, des groupes de paysans, aussi bien sympathisants de l'UNO que sandinistes, ont commencé à occuper et à préparer pour les semailles de grains de

base des terres laissées à l'abandon par des propriétaires peu pressés d'investir.

Le 8 août, le représentant des petits et moyens producteurs, Daniel Nuñez, a soumis à la présidente Chamorro les revendications de l'ensemble du monde rural, y compris des démobilisés de la contra dont il avait rencontré le chef, Franklin. Il a demandé la création d'une "banque de terres", l'intégration des anciens contras à la production, l'arrêt des restitutions de terre à leurs anciens propriétaires, une politique économique favorable aux petits et moyens exploitants, en particulier dans les secteurs de la production de consommation nationale et de l'élevage (un secteur qui continue à être frappé par le vol de troupeaux organisé à grande échelle) et une aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse qui sévit depuis juillet. Cette rencontre a abouti à la décision de créer des commissions départementales composées de l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG), du ministère de l'Intérieur et de l'Institut nicaraguayen de la Réforme Agraire (INRA), afin d'étudier localement les problèmes des paysans. Le gouvernement a d'autre part formé une commission juridique qui devrait décider des terres qui devront être restituées.

Pour l'Association des Travailleurs agricoles (ATC), réunie en assemblée cette semaine, un des axes principaux des luttes à venir sera la défense des accords signés par le gouvernement à la fin de la grève de juillet : sous la pression, il s'est engagé à ne reprivatiser que 5 950 hectares des terres nationalisées au lieu des dizaines de milliers prévus initialement. Accord qu'il s'est empressé de violer comme la plupart des autres. La lutte pour l'emploi et les salaires risque d'être tout aussi chaude. 10 000 travailleurs agricoles au chômage et pour les 50 000 autres, des salaires qui ne couvrent pas leurs besoins minimums : les paysans, et parmi eux les milliers de contras démobilisés auxquels rien n'a été encore offert, devront se battre pour leur survie. Si le gouvernement ne veut pas voir le conflit s'envenimer à la campagne, il devra prendre conscience de l'urgence de la situation et répondre par de véritables mesures et non de vagues créations de commissions et autres promesses.

LES POLES : LE DEVELOPPEMENT POUR QUI ?

Managua, juillet (ANN/Crítica). Les déplacements de populations rurales ont toujours été liés, dans l'histoire, à la guerre ou à la lutte pour la terre.

Après la seconde guerre mondiale, les britanniques ont eu recours à cette tactique avec le "New village programme", destiné à isoler les insurgés malais de la Malaysian Races Liberation Army, puis avec le plan de regroupement de la population Kikuyu, au Kenya, qui avait pour but d'éviter que ce groupe ne serve de base sociale aux Mau Mau. La Grande-Bretagne avait construit pour

les Kikuyu des centres protégés militairement et équipés d'écoles, de dispensaires et de centres sportifs. Les français ont mené des expériences similaires en Algérie, puis au Vietnam. Les villages stratégiques de regroupement ont été une catastrophe pour la population du Sud-Vietnam. Au cours de l'opération Agroville, les Etats-Unis rassemblèrent environ 20 % de la paysannerie dans ces camps de concentration.

Dans les années 60-70, divers projets de ce type ont été menés en Amérique latine dans le but d'établir des pôles de développement économique, la plupart du temps à des fins militaires. C'était l'époque de l'éclosion des mouvements de guérilla s'inspirant des tactiques vietnamiennes de guerre populaire prolongée. Au Nicaragua, Somoza a lancé plusieurs tentatives dans ce sens en réponse à l'exode rural et aux conflits sociaux qui éclataient dans l'ouest du pays du fait de l'expansion cotonnière. La naissance de la guérilla du FSLN dans les montagnes du nord n'était évidemment pas étrangère à ces projets de regroupement ruraux, menés principalement à Tasba Raya et La Guinea selon le modèle israélien. Israël offrait d'ailleurs son assistance technique au tristement célèbre Institut agraire du Nicaragua. Mais ces expériences n'ont pas été couronnées de succès. La formation des 16 colonies de Nueva Guinea ne s'est avérée intéressante que pour les latifundistes et les bureaucrates qui y ont gagné des routes menant à leurs terres, des concessions de terres et autres avantages dérobés aux "colons".

En 1982, l'offensive "Victoire 82" au Guatemala inaugurerait en Amérique centrale l'établissement de "villages modèles" à des fins anti-insurrectionnelles. L'armée guatémaltèque, avec l'appui et sous la direction des Etats-Unis, reconcentrait des milliers de paysans dans certaines zones. L'opération visait à modifier et anéantir la culture de ces populations rurales, en transformant leur mode de vie et de production, en les obligeant à parler et à étudier l'espagnol plutôt que leur langue et en introduisant la petite propriété. L'expérience a échoué dans sa gestion et, un an plus tard, le programme était relancé avec les pôles de développement.

L'EXPERIENCE SANDINISTE

La guerre a obligé le gouvernement sandiniste à déplacer des populations rurales en commençant par certaines de la Côte atlantique et on a pu assister une fois de plus aux erreurs que ce type d'exode forcé entraîne. Leur réinstallation à Tasba Pri a été un échec politique qui s'est soldé par l'intégration à la contra de milliers de miskitos, empêchés de rejoindre les rives du Rio Coco d'où ils venaient.

Certaines expériences ont cependant été positives, telle la formation dans les régions I et VI de coopératives d'auto-défense constituées de centaines de paysans déplacés à cause des persécutions de la contra. Trois éléments favorisaient leur réussite : le volontariat, la cons-

science politique et l'aide gouvernementale. Dans la région de Rio San Juan, l'exemple des villages de La Azucena, Morrito et des coopératives de culture de palmiers ont donné la preuve de ce que pouvaient produire la conscience et l'unité paysanne.

Par contre, un autre échec notable du gouvernement a été, en 1986, le déplacement des populations de Nueva Guinea et d'autres zones de la région lorsque la guerre s'est déplacée vers le centre du pays. Il est évident que la rupture du lien entre le FSLN et la paysannerie a été alors à l'origine de cet échec. A l'époque, le sandinisme n'avait pas réussi à trouver le langage et la manière de s'adresser à ce secteur et une série d'erreurs coûteuses avait déjà laissé des blessures profondes, dont le vote du 25 février a permis l'expression.

DES POLES POUR LA CONTRA

Le 5 mai dernier, le gouvernement Chamorro et la contra signaient un accord prévoyant d'établir pour les démobilisés des "pôles de développement visant à satisfaire leurs besoins matériels". Ces pôles devaient être définis des le 31 mai. La "satisfaction des besoins matériels" peut être comprise de plusieurs manières : réponse aux nécessités des 40 000 ou 50 000 personnes que représentent les contras et leur famille ou réponse aux visées commerciales des chefs contras et de leurs associés dans le pays et aux Etats-Unis. *Franklin*, le leader de la contra a bien voulu, quatre jours après la signature de l'accord, admettre l'urgence de créer ces pôles. Cette urgence était telle que, pendant que le chef réclamait à cor et à cri les 47 millions des Etats-Unis destinés au projet, ses hommes se chargeaient de voler 1 500 têtes de bétail qu'ils emmenaient au quartier général d'El Almendro.

ENJEUX ECOLOGIQUES, ENJEUX ECONOMIQUES

Cette question des pôles a bien failli coûter leur poste à deux ministres du gouvernement. Gustavo Tablada, ministre de l'Institut national de la réforme agraire (INRA), s'est fait rappeler à l'ordre après avoir déclaré qu'il n'était pas question de "créer des républiques contras" ni de "former des ghettos dans la montagne". Aujourd'hui, converti aux avantages économiques qui peuvent être tirés des pôles, il en oublie le travail pour lequel il a été nommé, la réforme agraire. L'autre récalcitrant, Jaime Incer, ministre de l'Institut des ressources naturelles et de l'environnement (IRENA) était jusqu'à une date récente un des plus fervents écologistes du Nicaragua, fondateur dans les années 60 du premier mouvement de protection de la nature avec ... l'actuel président de la Banque centrale, Francisco Mayorga et le ministre des Finances, Silvio de Franco. Il s'est opposé dès le début à la création d'un pôle dans la région du Rio San Juan, mais sous les pressions, il a effectué un opportun "déplacement professionnel" à l'étranger qui a permis à son vice-ministre de signer un accord avec la contra.

Pour les écologistes, le problème réside dans les conséquences d'une installation humaine dans une région considérée par l'ONU comme la dernière forêt tropicale d'Amérique centrale et protégée par la loi pour ses caractéristiques. Les 4 000 kilomètres carrés de territoire de la "grande réserve biologique Indio-Maiz-Rio San Juan" abrite plus de 400 espèces animales et végétales uniques dans la région.

Un écologiste a expliqué que la présence de l'homme obligerait la faune à se déplacer immédiatement dans des zones plus reculées de la montagne. Ce serait le cas des jaguars, une espèce menacée d'extinction, dont plusieurs centaines vivent dans la région. Chaque couple a besoin d'un territoire de 50 kilomètres carrés pour vivre et se reproduire. Les aigles et faucons que l'on trouve dans la région, nécessitent également de vastes territoires et se nourrissent des animaux qu'ils chassent dans les arbres (singes, oiseaux, etc). Mais *Franklin* a trouvé la réponse au problème : "Nous aurons notre propre bataillon écologique".

C'est que, pour la première fois dans l'histoire des relations entre les Etats-Unis et le Nicaragua, l'aide est conditionnée en partie par une clause écologique. Des 47 millions de dollars accordés pour l'installation des pôles, 8 millions doivent aller à la protection de l'environnement. Mais il y a peu de chances qu'IRENA ou les groupes écologistes qui ont imposé cette clause aient les moyens de contrôler l'usage des fonds. Tous les doutes sont permis quant aux investissements qui seront réalisés avec ces huit millions et à l'environnement de qui ils profiteront... On peut s'étonner du peu d'attention accordée par le Congrès, par le gouvernement Bush et par le gouvernement Chamorro à cette clause du contrat. Il est à prévoir que ces restrictions écologiques n'arrêteront personne à l'heure des négoce aussi fructueux pour *Franklin* que pour ses conseillers et amis investisseurs.

ÇA FAIT PEUR A LA DROITE

Managua, 15 août (ANN). La télévision avait prévu un super-programme; par de nombreux messages, les autorités invitaient les nicaraguayens à rester chez eux ou à aller à la mer; le transport urbain a été interrompu à midi; et, pour comble de malheur, une averse torrentielle s'est abattue sur Managua à 4 heures de l'après midi.

Mais les plus de 60 000 personnes rassemblées sur la place de la Révolution pour fêter le 11ème anniversaire de la Révolution ne sont pas parties. La pluie ne faisait que donner plus de relief au slogan mille fois répété ce jour-là tout comme il l'avait été durant les dernières grèves : "Ni un pasa atras" ("Pas un pas en arrière").

La veille, la présidente Chamorro avait appelé les nicaraguayens à "récupérer le 19 juillet", qui selon elle "avait été

confisqué par un parti excluant" à l'idéologie "totalitaire". Manoeuvres et discours ont été inutiles: la manifestation de Managua et celles qui ont eu lieu dans les principales villes ont été un succès pour le FSLN, qui sans doute n'attendait pas tant de monde ni tant d'enthousiasme. Après le discours de Lucio Jimenez, dirigeant de la Centrale sandiniste des travailleurs et coordinateur du FNT - à qui la foule a fait une ovation -, c'est Daniel Ortega qui a pris la parole pour inviter la population à participer à la préparation du Premier Congrès du FSLN, le "congrès du peuple". "Le FSLN se dispose à approfondir la démocratie, à corriger les erreurs, à modifier ses méthodes de travail, pour réaffirmer qu'il est toujours dans le peuple, partageant ses inquiétudes, définissant des lignes et des actions pour défendre les conquêtes et les intérêts de la nation". Il a appelé à lutter pour défendre la démocratie contre ceux qui pensent pouvoir revenir au somozisme et exterminer les sandinistes. "Leurs têtes seront les premières à tomber, car nous ne sommes pas des lâches; le peuple a gagné le droit à la démocratie et ne permettra pas que les groupes d'extrême-droite y touche, qu'ils soient dans ou en dehors du gouvernement". Cette commémoration a donc révélé une réalité assez différente de celle que décrit la droite, qui pronostique l'effondrement du FSLN.

L'AFFAIRE DU JUGEMENT DE LA HAYE

Managua, 16 août (ANN). De source diplomatique, on a su le 5 août que l'ambassadeur des Etats-Unis à Managua, Harry Shlaudeman, avait demandé au ministre des Relations extérieures Enrique Dreyfus de retirer la plainte déposée par le Nicaragua auprès de la Cour internationale de Justice de La Haye.

On se souvient qu'il y a quatre ans, le tribunal international avait rendu un jugement historique en faveur du Nicaragua, exigeant que les Etats-Unis cessent leur agression et indemnisent le Nicaragua pour tous les dégâts directs et indirects occasionnés par la guerre. Des experts estiment ces dégâts à 17 milliards de dollars.

Des que l'information a été connue, de nombreuses personnalités sandinistes ont réagi avec fermeté. L'ancien ministre des Relations extérieures, le Père Miguel D'Escoto, a fait valoir qu'une loi approuvée par l'Assemblée nationale interdit que l'exécutif trouve un arrangement extra-judiciaire qui implique de renoncer à l'indemnisation. "L'indemnisation est patrimoine de la nation", a-t-il expliqué. De son côté, le président Ortega estime que les pressions des Etats-Unis, attitude "irrespectueuse et arrogante", constituent l'épreuve du feu pour le gouvernement Chamorro, qui va démontrer s'il a la volonté de défendre la souveraineté nationale. Les députés sandinistes ont aussitôt demandé, sans résultat, que le ministre Dreyfus vienne s'expliquer à l'Assemblée nationale.

Après plusieurs jours de silence officiel, Antonio Lacayo, conseiller de la présidente, a déclaré que le Nicaragua ne retirerait pas sa plainte mais chercherait avec les Etats-Unis une solution négociée. Il a nié que ces derniers exercent des pressions et a expliqué que le gouvernement analyse la situation dans le cadre des nouvelles relations avec les Etats-Unis, tout en étant conscient des restrictions imposées par la loi. Le ministre E. Dreyfus a finalement annoncé pour sa part qu'il comparaitra dans quelques jours devant l'Assemblée nationale pour l'informer sur ce thème.

HONDURAS : OFFICE DES TENEBRES

Par José Moya

Managua, juillet (ANN/Pensamiento Propio). Les journaux honduriens se répètent, jour après jour : "Un présumé délinquant tué par balles"; "Le cadavre d'un inconnu retrouvé à La Montanita"; "Morts violentes cette fin de semaine". Derrière ces titres plane l'ombre des exécutions sommaires.

Ces faits, bien que tragiques, ne seraient que logiques dans une société qui a atteint un degré de violence alarmant si l'on ne trouvait sur certains cadavres des signes évidents de tortures ou la balle expéditive dans la tête. Plus insidieuse encore la présence, dans la confusion de cette chronique noire, de noms de syndicalistes, de membres de coopératives ou d'étudiants.

Si périodiquement apparaît un cadavre et s'il s'agit d'un délinquant, les gens s'habituent. La mort fait de plus en plus partie du paysage, explique Ramon Custodia, président de la Commission des droits de l'homme du Honduras (CODEH).

Les exécutions extra-judiciaires, ou exécutions sommaires sans jugement préalable, ont commencé au Honduras en 1985 et leur apparition a coïncidé avec l'arrivée du général Humberto Regalado à la tête des Forces armées. Jusqu'à cette date, les disparitions étaient l'exercice privilégié des organes de Sûreté sous la baguette d'un élève brillant de l'école argentine : le général Gustavo Alvarez, chef des Forces de Sûreté publique (FSP) en 1981 et, un an plus tard, commandant en chef des Forces armées.

Au cours de l'année 1989, selon le rapport annuel de la CODEH, il y a eu 44 exécutions extra-judiciaires, dont 27 de délinquants de droit commun. De ces 27, 11 ne sont pas directement attribuables aux autorités, mais celles-ci sont les plus suspectes; 16 sont le fait de la police. De même, il y a eu 39 cas d'assassinat par abus d'autorité et 241 cas de torture.

Comme d'habitude, les Forces armées rejettent toute re-

sponsabilité. S'il existe des cas, ils sont isolés, a déclaré de son côté le chef de la police Avila Solano. Des faits isolés qui se répètent : selon la CODEH, 98% des cas de torture sont le fait de l'armée ou de la police. Le rapport 1989 d'Amnesty International est catégorique : la torture et les mauvais traitements ont été des pratiques généralisées. De fait, le Honduras a été le premier pays condamné par la Cour inter-américaine des droits de l'homme en 1988 pour les disparitions.

LES ESCADRONS DE LA MORT

Le Bataillon 3-16, unité spéciale de renseignement de l'armée a été créé à cet effet et a commencé à jouer pratiquement le rôle des escadrons de la mort en 1981, sous la direction du général Alvarez. Il a été responsable de 150 disparitions de dirigeants politiques et syndicaux entre 1982 et 1984. En 1988, Fausto Reyes, sergent des FST réfugié aux Etats-Unis, a accusé deux membres du Bataillon 3-16 d'être les auteurs matériels de l'assassinat de Miguel Angel Pavon, vice-président de la CODEH, et de Alfredo Landaverde, enseignant et dirigeant syndical.

Au début, il fonctionnait comme une unité secrète - la Direction des recherches spéciales. Plus tard, il est passé sous le contrôle direct du commandant des Forces armées, ce qui lui assurait une totale impunité. Récemment, la liste des membres du Bataillon a été transférée au département de contre-espionnage, ce qui a permis à l'ancien président José Azcona de jurer que cette unité avait été démantelée. Mais malgré les efforts évidents pour laver l'armée de toute responsabilité dans les cas d'atteinte aux droits de l'homme, la caractéristique des escadrons de la mort honduriens est précisément que ce ne sont pas des corps para-militaires. Leurs membres, du moins leurs chefs, sont des militaires en activité, environ douze officiers qui font des heures supplémentaires. Récemment encore, on voyait une affiche sur les murs des locaux des FSP : "Le seul bon communiste est le communiste mort; arrange-toi pour que tous les communistes soient bons ou ce sera toi le mort".

Mais si les corps de sécurité sont invisibles, à Tegucigalpa la présence de la police chargée de protéger les citoyens est écrasante. Elle est devenue familière; mais on se demande pourquoi un tel déploiement policier si son inefficacité face à un indice élevé d'homicides est plus que prouvée. Entre janvier 1988 et juin 1989, on a trouvé 624 cadavres dans la capitale; la moitié des cas étaient des homicides.

REDUCTION DU BUDGET

Récemment, un député libéral a eu l'audace d'introduire au Parlement un projet de loi prévoyant la réduction de 50% du budget de l'armée. Intention louable en accord avec l'austérité économique mise en oeuvre par le président Callejas. De plus, nombreux sont ceux qui imputent l'énorme déficit fiscal aux dépenses excessives et ineffi-

caces de l'armée, qui reçoit rien moins que 30% du budget national.

Quand les militaires ont eu connaissance de la proposition de loi, ils en sont tombés de leur chaise. Cette réduction drastique, ont-ils argumenté, reviendrait à mettre en péril la sécurité de la nation. Comme d'habitude, ils ont eu recours à cet ennemi toujours à l'affût : nous ne pouvons avoir confiance dans les processus de démocratisation qui se produisent à l'est et dans les événements qui se déroulent au Nicaragua, a déclaré le colonel Oscar Flores.

POUVOIR MILITAIRE

De toute façon, tout le monde sait qu'au Honduras, ce n'est pas la peine de discuter sur ce thème ni sur tout ce qui a un rapport avec les militaires. Ce sont eux qui commandent, explique avec résignation R. Custodia. L'illégalité permanente et la corruption marquent ce supposé état de droit et l'étouffent. Avec l'acquiescement d'un pouvoir judiciaire qui juge peu, par impuissance dans certains cas et par complicité dans d'autres. Un pouvoir judiciaire qui est le produit d'accords entre les deux grands de l'arène politique (les libéraux et le parti national) et dont l'assainissement, réclamé à cor et à cri par de larges secteurs de la société, est le premier pas obligé vers le retour à la légalité.

LA CORRUPTION

L'office des ténèbres est l'un des plus sûrs pour parvenir à une retraite très digne ou à une position sociale enviable. Ce n'est pas pour rien non plus que les militaires accaparent également les télécommunications et le courrier, l'aéronautique civile, la marine marchande, les douanes et les services migratoires. Secteurs-clés qui, dirigés avec de douteuses intentions, procurent d'intéressants bénéfices. Tout comme, par exemple, la contrebande et le commerce clandestin, activité traditionnelle des officiers qui remonte aux glorieux temps des gouverneurs militaires de l'époque coloniale.

Mais le véritable El Dorado des militaires, c'est le trafic de drogue. Elliott Abrams lui-même a déclaré devant la Commission spéciale du Congrès que le Honduras était devenu une plaque tournante du trafic de drogue vers les Etats-Unis. Rien moins qu'un quart de la cocaïne qui s'y consomme passe par ce pays. Elliott Abrams qui a, s'il est vrai, sauvé l'honneur du gouvernement hondurien et du chef des Forces armées, n'a pas écarté l'hypothèse que des officiers supérieurs soient impliqués. Il y a entre 300 et 400 pistes d'atterrissage clandestines, ou apparemment clandestines, puisque, comme le dit R. Custodia, aucune feuille d'arbre ne bouge dans ce pays sans que les militaires le sachent.

En fin de compte, certains militaires n'aspirent qu'à une retraite confortable. Ce n'est pas beaucoup demander.

EN BREF

RECESSION. Le chômage total atteint 30% de la population active et le sous-emploi 30%. L'inflation accumulée depuis janvier s'élève à plus de 1 000%. Il y a eu 32 dévaluations du cordoba depuis l'arrivée de la droite au pouvoir : le 25 avril, le cours officiel du dollar était fixé à 53 800 cordobas; il est aujourd'hui à 750 000. Il y a actuellement deux dévaluations par semaine.

MORTALITE INFANTILE. Elle atteint 91 pour mille dans la région III (Managua), rien que pour ce qui est des décès à l'hôpital. Au cours des 5 dernières années, elle n'avait pas dépassé 61 pour mille.

VACLEV HAVEL est venu en visite officielle à Managua pour parler de la dette du Nicaragua envers la Tchécoslovaquie et a promis de chercher un arrangement acceptable pour les deux nations. Son gouvernement souhaite désormais développer des relations commerciales à travers les entreprises privées des deux pays.

DECHETS TOXIQUES. Le secrétaire de la Commission centraméricaine de l'environnement et du développement, le costaricain Jorge Cabrera, a affirmé que certains pays de l'isthme, dont le Nicaragua, sont en train de négocier avec des pays et des entreprises étrangères l'utilisation de leur territoire pour entreposer des déchets toxiques (voir bulletins no 205 et 206).

MUR. Le Mouvement d'unité révolutionnaire (MUR) a expulsé de ses rangs son unique député, l'ancien sandiniste Moises Hassan, qui n'a pas respecté à plusieurs reprises les consignes de vote à l'Assemblée. M. Hassan parle maintenant de fonder un nouveau parti avec d'anciens militaires victimes de la récente réduction de l'armée.

DROGUE. Le ministre de l'Intérieur Carlos Hurtado a reconnu que le trafic de drogue a augmenté sur la Côte atlantique. Il a attribué ce phénomène au fait que le pays est passé d'une situation de guerre et de contrôle policier à une société ouverte. Il a informé que des experts états-unis de l'Agence anti-drogue instruiront des policiers nicaraguayens pour combattre le fléau.

SIX MORTS, tous de l'UNO, dans le village de Las Sabanas, près d'Esteli. L'affaire a commencé quand des militants de la coalition ont pris d'assaut et occupé la mairie pour manifester leur désaccord avec le choix du maire par le conseil municipal, où l'UNO est majoritaire. Une délégation du ministère de l'Intérieur, composée de fonctionnaires et accompagnée de policiers, venue pour régler le problème, a été à son tour encerclée et violemment agressée. La police, qui a eu les premiers blessés, s'est défendue. La tension règne dans le village, où une messe a été célébrée pour les victimes en présence du Comité de salut national, structure locale de la Commission créée par Virgilio Godoy.

VICTOIRE DU FNT. La Cour suprême de justice vient de déclarer anticonstitutionnel le décret-loi présidentiel 8-90, qui suspendait la loi sur le service civil. L'état devra donc entre autres réintégrer les presque 3 000 fonctionnaires licenciés ou les indemniser (2 mois de salaires par année de service). Du même coup, le ministère du Travail perd sa compétence sur les conflits concernant les conventions collectives, dont l'arbitrage revient à la Commission de la loi sur le service civil. De même, la suspension de la loi sur le service civil avait provoqué la remise en vigueur de l'article 116 du vieux Code du travail, qui permettait la rupture unilatérale du contrat de travail des fonctionnaires. Cet article tombe désormais en désuétude. C'est le FNT qui avait introduit un recours contre le décret 8-90 auprès de la Cour suprême de justice.

FORNICATION. Dans le cadre de la campagne idéologique menée par la droite et l'Eglise, un représentant de l'organisation étatsunienne *Vie humaine*, invité par la hiérarchie catholique, est venu mettre en garde les nicaraguayens contre le péché d'avortement. Il s'est longuement expliqué au cours du journal télévisé. "La légalisation de l'avortement conduit à l'abus de la vie sexuelle et à une plus grande fornication". Il a également fustigé la pilule, le stérilet, la stérilisation et l'éducation sexuelle, jugée immorale.

PARDON. La présidente Chamorro a demandé une remise de peine pour les assassins de son mari, Pedro Joaquín Chamorro. Après avoir été couverts par la justice de Somoza, l'auteur intellectuel du crime, ils avaient été condamnés à la peine maximum de 30 ans de détention en juin 81.

LE PREMIER SOMOZA est de retour. Il s'agit de Luis Ramón Somoza, le neveu du dictateur, qui prétend vouloir "réunir la famille des libéraux", éclatée en plusieurs groupes et "voir s'il est possible et si cela vaut la peine" de réclamer les biens de la famille.

PECHE DE DIALOGUE. La Conférence épiscopale du Nicaragua s'est prononcée contre "tout arrangement ou pacte" politique qui empêcherait le gouvernement de "préserver et renforcer la démocratie". "Les autorités qui ont été élues par le peuple doivent gouverner et appliquer le programme pour lequel elles ont été élues". Déclaration opportune au moment où le gouvernement veut entamer un dialogue national avec les différents secteurs sociaux. Virgilio Godoy n'aurait pas dit mieux.

BASE-BALL DEMOCRATIQUE. La victoire du Nicaragua devant le Japon aux demi-finales de base-ball a inspiré ces paroles à l'ancien commentateur sportif promu ministre des Sports, Sucre Frech : "Cette équipe a gagné grâce au gouvernement de Dona Violeta, à l'air démocratique qu'on peut respirer aujourd'hui et à l'argent remis aux familles des joueurs".

PLUS DE SANG A LA UNE. De nombreux correspondants de la presse internationale, en particulier étatsunienne, font leurs valises. Le Nicaragua "démocratique" ne ferait plus la une, dit-on.

EL SALVADOR. Le gouvernement et la guérilla ont repris les négociations le 17 août au Costa Rica. A l'ordre du jour : l'épuration et la réduction des forces armées, la dissolution des escadrons de la mort. Les journées précédentes ont été marquées par une recrudescence des combats qui ont causé plusieurs dizaines de morts des deux côtés. Des milliers de salvadoriens sont descendus dans la rue pour exiger la démilitarisation de la société.

HONDURAS. Selon un sondage réalisé par l'Université hondurienne, 48 % des habitants de la capitale sont sans emploi; cinq personnes interrogées sur six désapprouvent les mesures gouvernementales et dénoncent la corruption au sein du gouvernement Callejas.

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA. case postale 7671, CH-8023 Zurich. Au Nicaragua: ANN-Latino. Apdo 33, Zona 5, Managua. tél: + +505/2-75 845. télécopie: + +505/2-25468. Rédaction et traduction à Managua: Michèle Faure. Frédérique Perrin. Rédacteur responsable à Zurich: Felix Nussbaum. Coordinateur: Martin Muheim.

Téléphon: (45) 01/382'04'66.

Telex: (45) 817'585'158 com ch.

Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

JA/FF
8034 Zurich
abonnement-poste
imprimé à taxe réduite